

*l'Anti*capitaliste

n°708 | 16 mai 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CHÔMAGE, RÉPRESSION, DROIT DES PEUPLES



RIPOSTE GÉNÉRALE

ZOOM

Palestine. Rafah :
un massacre
annoncé

Page 3

INTERNATIONAL

USA. Quelle perspective pour
le mouvement étudiant de
solidarité avec la Palestine ?

Page 4

ARGUMENTS

La révolution « imminente »
et la nécessité des comités
de soldats

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec
Bridgette, salariée
gréviste d'Onela

Page 8

Édito

Le peuple kanak a le droit à l'auto-détermination!

Par LE NPA L'ANTICAPITALISTE

Couvre-feu entre 18 heures et 6 heures dans l'agglomération de Nouméa, interdiction de manifestations, dizaines d'arrestations, envoi en urgence d'escadrons de gendarmes, CRS, GIGN et RAID supplémentaires: Macron joue avec le feu en tentant de revenir par la force sur le droit du peuple kanak à l'autodétermination, que lui avaient assuré les accords signés en 1998 à Nouméa par le gouvernement français.

Ce qui se passe sur tout le territoire de Kanaky, c'est le soulèvement d'un peuple. Depuis le 13 mai, les salariéEs du port, de l'aéroport et de l'hôtellerie sont en grève et des barrages sont organisés sur les routes par les jeunes pour contrôler la circulation. En faisant tirer par la police sur les jeunes, Macron, Darmanin et leur politique répressive ont provoqué l'embrasement dont les images tournent en boucle dans les médias.

Une revendication unifie cette mobilisation: non au dégel de la loi électorale, non à la recolonisation que le gouvernement a mis en place en décembre 2021, en organisant unilatéralement en pleine crise du covid le troisième référendum prévu par les accords de 1998. C'est bien la volonté du gouvernement d'arrêter le processus de décolonisation, ouvert en 1988 par les accords de Matignon, qui a ouvert la crise actuelle!

Depuis deux ans, l'USTKE, le FLNKS et la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT) construisent des mobilisations sur tout le territoire de la Kanaky pour faire entendre la voix des coloniséEs. La réponse du gouvernement a été la répression (avec même des interpellations pour port du drapeau kanak) et la volonté de faire voter la loi Darmanin qui met définitivement un terme au processus issu des accords de Matignon en 1988, en mettant concrètement fin à la possibilité de l'autodétermination du peuple kanak par l'ouverture du corps électoral.

Le NPA l'Anticapitaliste soutient les revendications portées par le FLNKS, la CCAT et la population kanak mobilisée: retrait de la loi Darmanin, retrait des forces de répression, respect du droit à l'autodétermination du peuple kanak, ouverture de discussions pour un processus de décolonisation. En Kanaky comme dans tous les territoires colonisés: pas de justice, pas de paix!

Bien dit

La question de la liberté d'expression et celle du droit à l'information sont imbriquées et on ne peut pas simplement affirmer qu'un éditorialiste a le droit de tout dire.

AURÉLIEN SAINTOUL, «La commission d'enquête sur la TNT a confirmé que le macrono-lepénisme est une réalité», entretien dans *Mediapart*, 14 mai 2024

Et tant pis si c'est contre-intuitif avec le vécu de la population. Son combat est celui de la «réindustrialisation de la France». Bien évidemment, ce ne sont pas les préoccupations écologiques qui sont centrales, ni du point de vue de la nature des besoins à satisfaire ni des moyens pour le faire. La préoccupation centrale, c'est l'affichage. Macron se glorifie donc depuis le début de son premier mandat de la création de 130 000 emplois industriels. Mais, comme le rappelle les chiffres, depuis 1975, près de 3 millions d'emplois dans l'industrie ont été perdus. Ce n'est donc pas vraiment probant et matérialise le vécu des travailleurEs licenciéEs qui ne retrouvent pas de poste dans des branches similaires à celles qui les employaient.

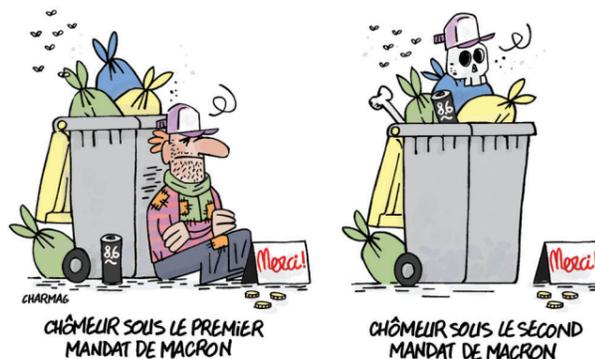
Macron et le raout des industriels

Pour asseoir son sérieux en matière économique, Macron et ses ministres organisaient, le 13 mai, un grand tapage médiatique autour de «Choose France». Dans ce raout de grands patrons internationaux ghettoisés à Versailles sous haute protection policière sont donc annoncées des promesses d'investissements étrangers. «Choose France n'a jamais attiré, nous n'avons jamais eu autant de demandes de dirigeants étrangers, au point de devoir refuser du monde, faute de places!», se vante le ministre de l'Industrie. Avec 56 projets et 15 milliards d'euros, l'édition 2024 s'annonce comme un «record», selon l'Élysée!

Pourtant, il ne s'agit là que d'annonces, et motus sur les conditions d'attractivité qui ont été offertes aux grands patrons. Au-delà des gesticulations de Macron, la possible création de 10 000 emplois ne sauraient cacher que la production industrielle est toujours inférieure de 5% en volume à son niveau d'avant crise sanitaire. Les 300 usines et

À la Une Macron: tout pour les «entrepreneurs», rien pour les travailleurEs!

À défaut de majorité parlementaire, à défaut de crédibilité de son parti Renaissance — qui en est à espérer ne pas passer sous la barre des 20%, le 9 juin et ne pas se retrouver derrière la liste du PS de Raphaël Glucksmann — Macron fait le service après-vente des prétendus succès de sa politique économique.



150 000 emplois créés depuis 2017, sont loin d'effacer les stigmates de plusieurs décennies de désindustrialisation.

Là aussi, la mousse ne peut pas tout faire: par exemple, près du site fermé en 2019 par Ford à Blanquefort qui avait supprimé 850 emplois, dont celui de Philippe Poutou, une usine suisse de transformation de nickel envisage d'investir 300 millions et de créer 200 emplois.

L'autorité et l'ordre pour les travailleurEs

Le spectacle de la réception sous les ors de Versailles pourrait être simplement ridicule mais il devient odieusement cynique au regard de la situation des privéEs d'emplois, menacéEs d'être privéEs d'allocations chômage, de celles et ceux qui se retrouvent à la rue, privéEs de logement. C'est un résumé de ce système à bout de souffle qui danse au bord du gouffre.

Macron veut pourtant continuer d'incarner la réussite économique, chère au capitalisme, mais aussi le chef militaire qui n'a que le mot «réarmement» à la bouche, car l'ordre et l'efficacité sont des conditions pour les profits. Pour cela, ses ministres prennent des postures d'homme à poigne, avec dans le premier rôle, Gabriel Attal pour «restaurer l'autorité» dans les quartiers, parmi les chômeurEs, les syndicalistes et les militantEs, tous celles et ceux qui relèvent la tête. Ce n'est pas l'autorité qui est perdue, c'est l'adhésion à un système qui ne fonctionne pas, qui crée d'un côté la misère et de l'autre la plus grande richesse et s'en contente. Le numéro d'attractivité de Macron ne saurait masquer ni la crise de légitimité de la macronie, dont la montée de l'extrême droite est un symptôme, ni l'absolue nécessité de répondre aux enjeux écologiques et de justice sociale.

Droits des peuples et justice sociale

À l'heure du scrutin européen, et de la bataille des impérialismes pour les ressources naturelles, notre camp social a plus que jamais besoin d'imposer une production agricole et industrielle mesurée et respectueuse du vivant, d'harmoniser les salaires sur les meilleurs salaires de l'Union européenne, de faire de la santé, de l'éducation et du logement des services publics de qualité partout en Europe. Ces mesures sont pour nous associées à une défense inconditionnelle des droits des peuples à l'autodétermination — loin des États impérialistes et des intérêts des de leurs amis les industriels — en Ukraine, en Palestine et en Kanaky. Nous les imposerons par la lutte, dans la rue, dans la grève comme le montrent aujourd'hui toutes celles et ceux qui se soulèvent contre les plans d'austérité, d'autorité et de reprise en mains, du 93 à la Kanaky.

Cathy Billard et Fabienne Dolet

À voir sur le site

Manifestation du C9M: riposte sociale contre la manifestation des fascistes



Acturama



LE 14 MAI, LE 93 TOUJOURS EN LUTTE. Toujours en attente d'un retour de la ministre, Nicole Belloubet, qui racle les fonds de tiroirs pour couper (encore un peu) dans les budgets du service public de l'éducation. Alors que les dividendes privés atteignent des records, les personnels de l'Éducation nationale de la Seine-Saint-Denis réclament depuis des semaines 5 000 postes d'enseignantEs, 2 200 postes d'AESH, 175 CPE, 650 AED, des pôles médico-sociaux abondés dans tous les établissements et 358 millions d'euros pour l'éducation. Ce n'est plus de co-gestion du système qu'il s'agit mais de choix politiques et d'avenir. Allez, Belloubet, encore un petit effort! © NPA

RÉPRESSION Le gouvernement veut faire taire la jeunesse... sur la Palestine aussi!

Avec l'intervention de l'État d'Israël à Rafah, le mouvement étudiant en cours s'est durci. La répression aussi s'est accrue. Pas moins de 88 étudiantEs ont été en garde à vue suite aux occupations des facs à Paris le 7 mai.

À la suite des mouvements contre le massacre en Palestine dans les universités américaines, des blocages et campements ont commencé dans les grandes écoles françaises ces trois dernières semaines, notamment dans les ENS (écoles normales supérieures) et les écoles Sciences-Po.

Après l'intervention de la police à Sciences-Po Paris en pleine nuit le 25 avril, il est devenu clair que le gouvernement serait prêt à user de la force pour faire taire le soutien à la Palestine. Lundi 29 avril à midi, les étudiantEs de la Sorbonne ont une première fois occupé en installant un campement dans la cour d'honneur. Le rectorat a alors envoyé la police immédiatement pour évacuer de force le campement.

Le but des étudiantEs était d'obliger la direction à entamer un dialogue sur la question des partenariats avec les facultés israéliennes et les entreprises complices du génocide. Sciences-Po avait misé sur un débat pour apaiser la situation. En vain, le 2 mai, certainEs étudiantEs ont décidé d'entamer une grève de la faim alors même qu'une énième manifestation étudiante pro-palestine était nassée dans le Quartier latin.

Durcissement du mouvement et intervention à Rafah

Mardi 7 mai vers 18 heures, une centaine d'étudiantEs ont commencé l'occupation d'un amphithéâtre à la Sorbonne, une



nouvelle fois pour pousser la fac à entamer le dialogue et pour alerter sur l'invasion de Rafah qui venait de débuter.

Ces étudiantEs pacifiques ont été violemment réprimés. Les vigiles de la Sorbonne ont frappé des étudiants, et particulièrement des étudiantes, certaines témoignant même avoir été agressées sexuellement. Ce fut ensuite à la police d'arriver. D'abord en dispersant violemment les soutiens réunis à l'extérieur, puis en forçant la porte de l'amphithéâtre et en embarquant un par un les étudiantEs qui chantaient leur soutien à la Palestine.

88 étudiantEs ont été interpellés et emmenés en garde à vue dans les différents commissariats parisiens où ils passèrent la nuit. La violence s'est alors poursuivie, aussi bien par le refus de droit, tels que celui de voir un médecin ou un avocat, ou la violence phy-

sique et la violation de l'intimité, comme l'arrachage du voile de certaines camarades.

ToutEs les étudiantEs ont été relâchés à l'exception d'un seul, qui a passé deux jours en garde à vue et dont le procès se tiendra le 14 juin. La plupart des étudiantEs font aussi l'objet de poursuites.

Une volonté de mise au pas de la jeunesse

Cette répression fait partie de la politique du gouvernement de réprimer tout soutien à la cause palestinienne mais également de cette volonté de mise au pas de la jeunesse. Elle fait suite à la demande de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, le 2 mai auprès des présidents d'université de « veiller au maintien de l'ordre public, en utilisant l'étendue la plus complète des pouvoirs dont ils disposent ».

Depuis plusieurs années, la jeunesse est systématiquement réprimée lorsqu'elle se révolte. Il faut noter que cette répression n'est pas la même s'il s'agit de la jeunesse des quartiers ou des étudiants de grandes écoles.

Le gouvernement veut mettre au pas la jeunesse que ce soit par l'envoi des CRS dans les facs, le SNU, la militarisation de l'école ou encore la mise en place de nouvelles sanctions pénales pour les mineurs.

Panique du gouvernement face au désordre

Cette criminalisation du mouvement de soutien à la Palestine et de la jeunesse illustre la panique du gouvernement face au désordre à l'approche des JO et des élections européennes. L'enjeu est de donner à l'électorat plus âgé des macronistes des gages d'ordre et de préserver l'image internationale de la France lors des JO où Israël sera présent — sans aucune sanction, contrairement à la Russie — où une entreprise israélienne a été engagée pour gérer la sécurité. Seule une solidarité collective des étudiantEs et des organisations permettra de faire face à la répression du soutien à la Palestine. Malgré les partiels, les étudiantEs se mobilisent dans leurs facs partout en France, et il est possible que les lycées suivent le mouvement. Les jeunes continueront à se soulever face au génocide en cours! **Les Jeunesses Anticapitalistes**

No comment

La question de la dissolution de La France insoumise est posée, parce que ce parti ne peut pas continuer à semer la haine, à propager la haine, à instrumentaliser ce qui se passe aujourd'hui à Gaza

ÉRIC CIOTTI, Radio J, le 14 mai 2024

Agenda

Jeudi 16 mai, débat du NPA 20° « Gaza épicerie de la crise au Moyen-Orient » avec Joseph Daher, Paris 20°. À 19h, au Lieu-dit, 6, rue Sorbier.

Samedi 18 mai, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris. À 14h à République.

Dimanche 19 mai, manifestation européenne de solidarité avec la Palestine, Bruxelles.

24-25-26 mai, Stop Greendock - Les Soulèvements de la Terre contre l'entrepôt logistique géant sur le port de Gennevilliers.

Samedi 25 mai, hommage à la Commune de Paris, Paris. À 11h, place des Fêtes: rassemblement festif, concerts, animations. À 14h30, départ du cortège en direction du cimetière du Père-Lachaise.

Samedi 25 mai, tournoi de foot pour Gaza, Gennevilliers.

Samedi 1^{er} juin, réunion publique du NPA sur Lénine, Orléans. Avec Guillaume Fondou, auteur de *Que faire de Lénine?* aux Éditions Critiques. À 14h, salle des Chats-Ferrés, 3 bis, rue des Chats-Ferrés à Orléans.

Du dimanche 25 au mercredi 28 août, 16^e Université d'été du NPA, Port-Leucate. Au Village vacances Rives-des-Corbères à Port-Leucate. Accueil le samedi 24 août à partir de 14h, départ le jeudi 29 après le petit-déjeuner.

PALESTINE Rafah: un massacre annoncé

L'armée israélienne est entrée dans Rafah la semaine dernière dans le but de « détruire les derniers bastions du Hamas ». Cette entrée par la frontière égyptienne s'est faite en grande pompe: destruction au tank du signe « I love Gaza » — probablement très dangereux.

Les États-Unis avaient prévenu que la livraison d'armes serait interrompue si l'offensive sur Rafah avait lieu. Les télévisions américaines ont mis en boucle les balbutiements de Biden, et la réaction a été immédiate. Le ministre de la Police, le très fasciste Ben Gvir, a même tweeté que Biden aimait le Hamas. Le rival pour la présidential, Trump, indiquant que c'était inadmissible de laisser Israël comme ça et que « les juifs qui votent pour Biden doivent subir un examen de la tête ». Il n'aura visiblement pas fallu longtemps pour que Biden cède sous la pression car l'invasion de Rafah a eu lieu et les États-Unis ont autorisé une livraison d'armes (des obus de mortiers).

Aucun cessez-le-feu

Cette entrée dans Rafah a déclenché l'évacuation de plusieurs zones de Rafah, sous peine de mort. Les populations, déjà déplacées depuis le nord, ont dû encore une fois aller dans une zone dite « sûre » où l'armée israélienne pratique des bombardements.

Cette entrée dans Rafah s'est faite en rejetant l'accord — que le Hamas avait accepté — de cessez-le-feu et d'échanges de prisonniers/otages. L'accord avait été initialement proposé par Israël pourtant. L'obstacle à l'accord, ce ne sont pas les otages. D'ailleurs, sentant la catastrophe arriver, les familles des otages israéliens ont multiplié les manifestations d'opposition à l'action du gouvernement. Ils



savent pertinemment ce que la « dernière » phase de cette offensive va signifier pour les chances de survie de leurs proches.

Pression sur l'aide humanitaire et maltraitances

Cette entrée dans Rafah s'est faite en grande pompe avec le soutien d'une partie de la population israélienne qui a installé des rochers sur la route menant à l'enclave pour empêcher les camions d'aide humanitaire de passer. À plusieurs moments, ces mêmes citoyens israéliens étaient filmés en train de détruire de l'aide humanitaire. Il ne s'agit d'ailleurs pas que des otages puisque CNN a révélé que des lanceurs d'alerte israéliens ont confirmé ce que plusieurs témoignages

avaient commencé à révéler: que l'État Hébreu a arrêté, torturé, maltraité et tué des dizaines de Palestiniens capturés à Gaza. Ils ont révélé l'ampleur des maltraitances: maladie non soignée, amputations des membres à la suite des ports de menottes prolongés.

Cette entrée dans Rafah n'a pourtant pas empêché des roquettes d'être tirées depuis le nord (normalement sous contrôle) de la bande de Gaza et de toucher Beer-Sheva dans le désert du Néguev. Ceci montre notamment que le contrôle d'Israël sur Gaza n'est pas total malgré l'ampleur des destructions et le massacre de civils.

Mouvement de solidarité

L'entrée d'Israël dans Rafah marque un tournant dans la conduite de la guerre génocidaire. D'une part, Israël, malgré la pression et sans plus jamais prétendre à la libération de qui que soit, a décidé de continuer son projet délirant. Ce projet est dénoncé par la communauté internationale, dont quasiment tous les membres ont voté la création d'un État palestinien — vote qui a reçu le veto des États-Unis.

Même les puissances occidentales n'ont pas osé voter contre. Cette situation est le résultat de la pression internationale exercée par le mouvement de solidarité envers les Palestiniens partout dans le monde. Notamment le relais pris par le mouvement étudiant sur les occupations d'université aux États-Unis, partout en Europe et ailleurs (Jordanie, Afrique du Sud). Même s'il est fortement réprimé ce mouvement fait tâche d'huile et pourrait redonner de l'espoir et de l'énergie dans la lutte contre le génocide en cours.

Édouard Soulier

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
redaction@npa2009.org

Diffusion:
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage:
1800 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Fabienne Brifault

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

TCHAD

Farce électorale au service de la dictature

L'annonce précipitée de la victoire de Déby aux présidentielles décrédibilise encore plus un processus électoral largement critiqué et crée une situation politique difficile pour l'opposition.

Les résultats provisoires de l'élection présidentielle viennent d'être annoncés le 9 mai par l'Agence nationale de gestion des élections (ANGE). Mahamat Déby le président de la transition est crédité de 61,03%, l'opposant Succès Masra actuel Premier ministre 18,53% et Albert Pahimi Padacké 16,91%.

L'ANGE passe...

Au début du processus, l'agence électorale avait expliqué que le décompte des voix prendrait entre deux et trois semaines. La récupération des procès-verbaux des 26 000 bureaux de vote répartis sur l'ensemble du territoire, leur vérification puis leur compilation représentaient un travail chronophage. Coup de théâtre. Trois jours seulement après les élections du 6 mai, cette agence est capable de donner les chiffres provisoires.

Cette précipitation s'explique par la volonté de faire taire toutes les voix qui commençaient à se faire entendre notamment sur les réseaux sociaux, évoquant la victoire de Succès Masra. Ce dernier a tenté de couper l'herbe sous le pied de l'ANGE en annonçant, lors d'un discours, à la nation sa victoire. Il a critiqué l'inversion des résultats en se fondant sur les premières compilations parallèles effectuées par son parti Les Transformateurs. Tout a été fait pour que cette élection ne soit, pour reprendre les mots de la Fédération internationale des droits de l'Homme, « ni crédible, ni libre, ni démocratique ». Ainsi, il sera difficile de connaître les vrais chiffres mais on est sûr d'une chose, ceux qui sont annoncés sont faux. Tout comme le score du troisième candidat Pahimi Padacké très proche de celui de Masra. Cela s'apparente à une manœuvre visant à montrer que les deux candidats originaires du sud du pays sont au coude-à-coude, décrédibilisant ainsi le rôle de sauveur du pays que Masra a endossé pendant la campagne. D'autant que Padacké vient de faire allégeance au supposé vainqueur.

...et le dictateur s'installe

Après l'annonce de la victoire de Déby par l'ANGE, les militaires ont pendant une bonne partie de la nuit tiré à l'arme automatique pour manifester leur joie. C'est aussi surtout une manière d'intimider les partisanEs de l'opposant. Si ce dernier appelle tous les TchadienEs à défendre leur vote, il semble difficile que des manifestations de protestation se déroulent. Les forces de sécurité sont déployées dans les grandes villes, et à N'Djamena un imposant dispositif a été mis en place dans la partie sud de la ville, réputée acquise au Premier ministre.

En janvier 2024, nous écrivions : « La succession dynastique des Déby sous l'œil bienveillant de l'Élysée est prête à s'achever avec l'élection présidentielle que ne manquera pas de gagner Mahamat Déby. Un scénario écrit d'avance et parfaitement rôdé »¹. Pas besoin d'être fin politicien pour savoir que cette dictature n'allait pas se dessaisir d'un pouvoir usurpé. Elle l'a d'ailleurs prouvé en n'hésitant pas à réprimer dans le sang la manifestation qui s'opposait à Déby le 20 octobre 2022 et reste dans les mémoires comme le « jeudi noir ».

Si les rassemblements sont interdits et les élections truquées, une partie de l'opposition pourrait être tentée par une alliance avec des groupes militaires pour imposer un changement. Ce type de scénario s'est déjà produit au Tchad mais n'a, hélas, jamais permis l'installation d'une quelconque démocratie.

Paul Martial

1 - L'Anticapitaliste n°689 (04/01/2024).

Ce mouvement a eu une portée nationale : dans 45 des 50 États américains, il a impliqué 140 campus et a donné lieu à plus de 2000 arrestations. Ce vaste mouvement non violent, diversifié et décentralisé a été motivé par l'horreur des jeunes face à la guerre génocidaire menée par Israël contre les PalestinienEs de Gaza. Il s'agit clairement d'un mouvement humanitaire exprimant la solidarité avec les PalestinienEs, appelant à la fin de la guerre, à l'arrêt de la fourniture d'armes à Israël par les États-Unis et exigeant que les universités cessent d'investir dans l'industrie israélienne de l'armement.

Altruisme des étudiants

De nombreux administrateurs d'université, politiciens et médias — sous la pression du lobby sioniste — ont menti sur les étudiantEs et leurs activités, les qualifiant de pro-Hamas et d'antisémites, voire de terroristes, afin de justifier les violentes interventions de la police qui ont blessé et, dans certains cas, entraîné l'hospitalisation d'étudiantEs et de professeurEs. Depuis les massacres perpétrés par la Garde nationale à Kent State (4 morts) et les meurtres commis par la police à Jackson State (2 morts), tous deux en 1970, nous n'avons pas assisté à une telle violence à l'encontre des étudiantEs protestataires. Quel altruisme ! Certains étudiants ont mis en péril leur formation universitaire, leur diplôme, leur visa d'étudiant s'ils sont immigrés, et ont risqué leur santé et leur sécurité face aux attaques violentes des sionistes, des organisations de droite et de la police. Les manifestations étudiantes, parfois menées par Students for Justice in Palestine (JSP) et Jewish Voice for Peace (JVP), étaient passionnément oppo-



COLUMBIA STUDENTS FOR JUSTICE IN PALESTINE

ÉTATS-UNIS Quelle perspective pour le mouvement étudiant de solidarité avec la Palestine ?

Le mouvement étudiant de solidarité avec la Palestine a été une véritable source d'inspiration. Pendant trois semaines, les étudiantEs des universités américaines ont organisé des manifestations pacifiques de soutien à la Palestine, établi des campements et occupé des bâtiments dans le cadre du plus grand mouvement de ce type depuis des décennies.

sées à la guerre d'Israël, mais n'étaient pas antisémites. Chaque campement d'étudiantEs a été différent. Certains ont été gérés et organisés de manière descendante par de petits groupes de dirigeants autoproclamés, tandis que d'autres ont été ouverts et démocratiques, avec de grands comités ou des campements entiers qui prenaient les décisions. La construction et l'entretien des campements, l'achat des tentes, l'approvisionnement en nourriture, l'organisation des groupes d'étude et l'établissement des règles du camp ont absorbé beaucoup de temps, mais ont également créé un sentiment de communauté.

Une conférence pour la Palestine à Detroit le 24-26 mai

Pour la plupart des étudiantEs, c'était la première fois qu'ils participaient à un mouvement

social et politique de ce type. Sur certains campus, les étudiantEs se sont engagés dans des actions ultra-gauche qui ont provoqué l'intervention de la police, bien que la police ait également attaqué les groupes les plus pacifiques. Dans d'autres endroits, les étudiantEs ont entamé des négociations avec les administrateurs de l'université. Certains de ces administrateurs ont fait des promesses, plus symboliques que significatives, pour apaiser les étudiantEs et mettre fin aux manifestations.

Les Jeunesses socialistes démocratiques d'Amérique (YDSA) et quelques autres militants socialistes ont été actifs aux côtés du JSP et du JVP, mais la gauche n'a pas joué un rôle dominant. La plupart des mouvements n'ont pas eu le temps de discuter en profondeur des questions politiques centrales. Les groupes n'ont pas pris position sur la nature du sionisme,

sur la politique de la résistance palestinienne et du Hamas, et sur la question de la relation du mouvement avec la politique américaine et les prochaines élections. Le mouvement n'a pas non plus élaboré de plans clairs pour l'été et encore moins pour le long terme.

Le Palestine Youth Movement, qui a des liens avec le Parti du socialisme et de la libération (une organisation campiste), a appelé à une conférence du peuple pour la Palestine à Detroit du 24 au 26 mai 2024. Reste à savoir s'il s'agira d'une conférence démocratique capable de représenter la diversité sociale, culturelle et politique du mouvement. Ce mouvement étudiant, comme d'autres dans le passé, aura un impact énorme sur la vie de ceux qui y ont participé, sur les organisations impliquées et sur l'avenir de la gauche américaine.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

GRANDE-BRETAGNE Premier bilan des élections locales et municipales

Retour sur les élections locales et municipales qui ont eu lieu en Grande-Bretagne le 2 mai. Les conservateurs perdent du terrain. Leçons d'un scrutin.

Au cours de la période précédant ces élections, Sunak a viré à droite. [...] Tout se prépare pour une reconfiguration majeure de la droite après les élections législatives en novembre. Nigel Farage reste au chaud dans le but de rassembler la droite conservatrice et le Reform UK Party au sein d'une nouvelle formation qu'il pourrait diriger. Les résultats des élections locales montrent que les sifflets racistes, la rhétorique pro-automobile et l'hystérie anti-woke ne trouvent pas d'écho auprès de l'électorat. Susan Hall, la candidate pro-Trump à la mairie de Londres, a conduit les conservateurs à une défaite encore plus cuisante que la dernière fois.

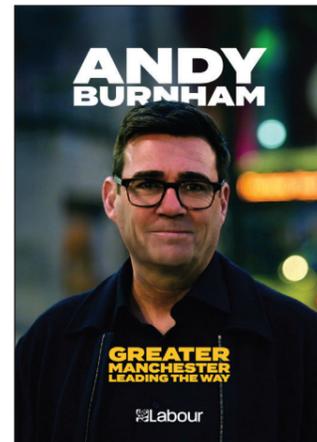
Progression de l'extrême droite

À Blackpool South, Reform UK a manqué de peu la deuxième place. Lorsqu'il s'est présenté contre les Tories, la perte de soutien du gouvernement a été supérieure

d'environ 5 ou 6 points. Tice, le leader de Reform UK, semble exclure tout accord similaire à celui que Farage a conclu avec Johnson. Il affirme que son objectif est de « détruire le parti conservateur ». La montée en puissance de Reform UK va généralement de pair avec le renforcement des groupes néo-nazis actuels. John McDonnell a déjà mis en garde contre ce danger.

Les Verts et les travaillistes

À Londres, les Verts ont presque fait jeu égal avec les libéraux-démocrates (environ 6%). [...] Relativement parlant, les Verts ont gagné le plus grand nombre de nouveaux sièges par rapport à ceux qu'ils défendaient lors de cette élection. Ils ont ajouté un tiers à leur nombre total de conseillers, tandis que les travaillistes en ont ajouté un cinquième. Pour la première fois, Starmer a reconnu que la question de Gaza avait influencé le vote



DR

travailliste. Le soutien aux conservateurs s'effondre, mais les travaillistes ne suscitent pas un grand enthousiasme. [...] Les résultats de Londres montrent que les travaillistes peuvent gagner sans céder au centre sur tous les sujets. La politique ULEZ (Ultra Low Emission Zone) de Sadiq a été attaquée par la direction du parti, et son appel

à un cessez-le-feu a été lancé des mois avant que Starmer ne change de position. [...] Andy Burnham, le maire de la région de Manchester, a demandé aujourd'hui l'interdiction des ventes de logements sociaux, ce qui n'est pas la politique du parti travailliste. Alors que la plupart des autres maires sont des fidèles de Starmer très sur le volet, Sadiq et Burnham pourraient s'opposer publiquement et intérieurement à Starmer s'il devenait Premier ministre.

Dans la prochaine campagne électorale générale, il n'y aura pas dans bien des endroits de candidat travailliste crédible à gauche. Nous devrions soutenir les travaillistes pour expulser les conservateurs, mais maintenir toutes les grandes questions comme Gaza au centre de la campagne. Nous pouvons établir un lien avec les diverses initiatives nationales autour des politiques que nous souhaitons qu'un gouvernement travailliste mette en œuvre. Nous pouvons gagner des militantEs pour organiser une alternative au Labour de Starmer.

Dave Kellaway

Version intégrale à lire sur : <https://anticapitalistresistance.org/six-takeaways-from-the-local-and-mayoral-elections/>

HISTOIRE LA RÉVOLUTION « IMMINENTE » ET LA NÉCESSITÉ DES COMITÉS DE SOLDATS

Le 15 mai 1974, dans l'entre-deux tours de la campagne présidentielle, une pétition signée par 100 soldats du contingent était publiée dans « Libération » et « Rouge », quotidien le temps de la campagne présidentielle. Retour sur une lutte démocratique au cœur de l'État, « cette bande d'hommes armés » par Robert Pelletier.

Une jeunesse marquée par Mai 1968

La pétition est, dans un premier temps, peu commentée par la « grande » presse. Cependant, l'Appel circule rapidement. Il est repris par des centaines puis des milliers de conscrits et même d'engagés.

Cette liste de revendications démocratiques entre en résonance avec une situation politique encore largement marquée par Mai 68 et ses suites. Elle s'inscrit dans une suite de luttes de la jeunesse où les organisations se sont développées dans le soutien au peuple vietnamien.

Les mobilisations contre les projets gouvernementaux se multiplient : contre la loi Debré, promulguée en 1971, et dont la mise en application met en cause l'accès aux sursis d'incorporation ; contre la circulaire Guichard ; contre le projet de loi Fontanet sur la réforme de l'enseignement secondaire en 1974. Et la répression est révoltante



Manifestation du contingent à Draguignan le 10 septembre 1974.

Ces revendications démocratiques entre en résonance avec une situation politique encore largement marquée par Mai 68 et ses suites

comme pour cette manifestation du 9 février 1971, appelée par le « Secours rouge » de Jean-Paul Sartre afin de soutenir

la grève ouvrière de l'usine Batignolles à Nantes. Arrêté pendant cette manif, le lycéen Gilles Guiot est lourdement

condamné « en flagrant délit », avant d'être rejugé et libéré, et le jeune instituteur, Richard Deshayes, est défiguré !

Une forte tradition

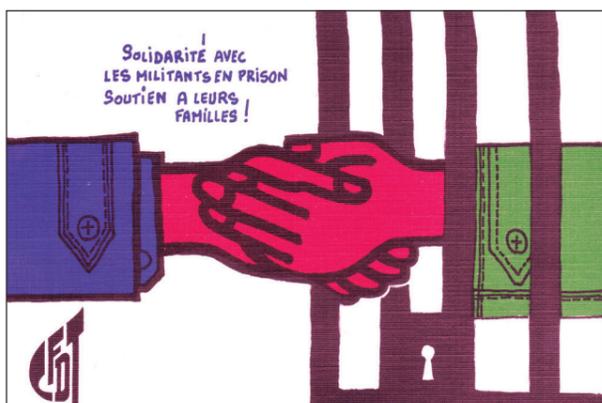
Cette question, au cœur de la stratégie révolutionnaire, n'a jamais été complètement abandonnée dans notre tradition politique. Notre héritage est celui des soldats qui se sont placés aux côtés des ouvriers de la Commune de Paris, du 17^e Régiment d'infanterie mettant « crosse en l'air » devant les vigneronnes de Béziers en 1907, des mutins de la Première Guerre mondiale et ceux de la mer Noire refusant d'intervenir contre les révolutionnaires russes, des soldats qui dans la Ruhr fraternisèrent avec les travailleurs allemands, ceux qui dans le Rif ont refusé d'intervenir contre les insurgés marocains, des soldats allemands et français qui ont organisé des noyaux communistes dans l'armée nazie, ceux qui ont manifesté leur soutien aux peuples d'Indochine et d'Algérie luttant pour leur indépendance.



Une tradition réactivée dès Mai 68 avec une des rares actions publiques initiée par des militantEs de la Ligue communiste à Mutzig et prolongée par l'organisation de la solidarité pour trois militaires de Vannes instigateurs d'une pétition en soutien à un appelé sanctionné pour avoir porté plainte contre un gradé coupable de coups... contre un appelé.

Les soldats, l'État et l'actualité de la révolution

Cette remise à l'ordre du jour de l'antimilitarisme en actes s'inscrit dans l'analyse de la situation politique issue de Mai 68. Pour la majorité de la Ligue communiste, « le problème du pouvoir se pose, posons-nous le ». La tactique de front unique ouvrier est mise en cause en raison notamment du faible rapport de forces réformistes/révolutionnaires, et on parle davantage de tactique « unité d'action-débordement ». C'est dans cette logique que s'inscrit, entre autres, la systématisation de la dialectique violence de masse/violence minoritaire. C'est l'époque des actions coup de poing contre les locaux significatifs de l'impérialisme américain, en défense des sept militants basques du procès de Burgos, des manifestations en défense de la révolution vietnamienne, en soutien aux militantEs des droits civiques en Irlande, des actions visant



à écraser dans l'œuf la vermine fasciste, de la défense physique des interventions ouvrières confrontées aux attaques de la CFT¹.

Cycle ascendant de luttes ouvrières

Des analyses qui s'appuient sur un niveau exceptionnel de mobilisations ouvrières. La liste des luttes dans les entreprises s'allonge régulièrement : grèves aux Nouvelles

Galleries de Thionville, Hutchinson, Neyrpic, Grandes Chaudronneries de Lorraine, Peugeot Sochaux (1969), Berliet, Michelin, Renault Le Mans (1969 puis 1971) Billancourt (1973), nettoyeurs du métro 1970, Billancourt 1973, Pennaroya 1971 et 1972 etc. Des grèves marquées du sceau de la radicalité des rapports sociaux : grèves sauvages, occupations, séquestrations, mises à sac

de bureau voire sabotages et reprises de production (comme chez Lip). Si les organisations d'extrême-gauche sont généralement à l'initiative dans les mobilisations de la jeunesse, elles sont également présentes dans ces luttes ouvrières soit parce que de militantEs sont à l'intérieur des entreprises, soit par la mise en place de comités de soutien.

Construire des comités dans l'armée

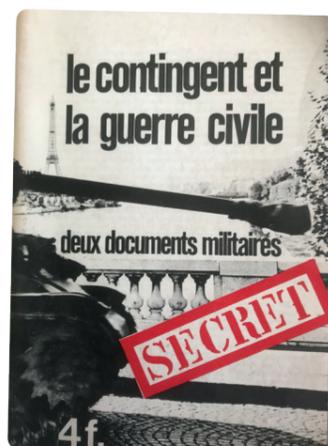
Si, selon Daniel Bensaïd, « l'histoire nous mord la nuque », et il est donc temps, en matière d'antimilitarisme révolutionnaire, de revenir en pratique aux traditions du mouvement ouvrier. La Ligue communiste construit un front de soldats, marins et aviateurs révolutionnaires (FSMAR) regroupant et organisant ses militants et sympathisants présents dans les casernes. Leur activité politique consiste à la fois

L'activité politique des comités de soldats consiste à la fois à organiser la résistance à l'embrigadement et à engager les débats autour du rôle de l'armée

à organiser la résistance à l'embrigadement et à engager les débats autour du rôle de l'armée notamment à partir des interventions de celle-ci contre les mobilisations de travailleurEs (grève des postiers, dans les transports, des contrôleurs aériens, etc.). Le contexte international fournit aussi une large matière à débats : coup d'État militaire au Chili, renversement de la dictature par des structures de l'armée au Portugal. En parallèle la Ligue crée le Comité de défense des appelés (CDA) organisation

unitaire s'adressant aux civils souhaitant s'engager à la fois dans le soutien aux luttes des soldats et à la lutte contre l'institution militaire structure étatique centrale dans la répression d'une éventuelle crise révolutionnaire et agent de l'impérialisme français notamment en Afrique.

1 - CFT : Confédération française du travail, animée par des militants d'extrême droite avec le soutien du patronat.



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR Une grève victorieuse à la Haute École des arts du Rhin

Le petit monde des écoles d'art publiques en France est dans le collimateur de la ministre de la Culture, Rachida Dati. Ses propos reflètent les politiques réelles de désinvestissement de l'État dans la formation artistique publique.

Sur les 45 établissements publics, 11 sont des écoles nationales et 34 des écoles territoriales financées majoritairement par les collectivités locales. Le ministère de la Culture « laisse faire » les politiques locales qui réduisent leurs subventions aux écoles avec pour conséquence : suppression de postes, réduction des capacités d'accueil des étudiantEs, fermeture d'établissements, comme c'est le cas pour l'École d'art et de design de Valenciennes à l'horizon 2025.

Management agressif

Le souvenir des défaites de mobilisations, la vulnérabilité de ces écoles, la précarité des emplois pèsent de tout leur poids sur les consciences des personnels, si bien que les écoles d'art ne sont pas des lieux de résistance forte aux logiques capitalistes néolibérales qui s'y déploient, sur le plan des financements comme du management interne. Ainsi, à la Haute École des arts du Rhin (HEAR, Mulhouse-Strasbourg), depuis l'arrivée du nouveau directeur en février 2024, les collègues ont été les témoins et les cibles d'un management agressif — qui a provoqué le départ de 7 agents en cinq mois et de nombreux arrêts maladie — et d'un projet de « réforme structurelle » de l'école dont les « ambitions pédagogiques » ne faisaient que dissimuler le non-remplacement des départs à la retraite, la non-reconduction de collègues en CDD et la réduction des effectifs étudiants admis en première année (de 90 à 47 places). Sous couvert d'une « grande concertation » avec l'ensemble des équipes, la direction de la HEAR a non seulement confisqué et empêché le débat pour imposer sa « réforme » mais également contourné le comité social territorial et le conseil d'administration, en la mettant en œuvre de manière précipitée.

La grève porte ses fruits

Après les appels de la CGT HEAR à deux journées de grève qui ont mobilisé une très grande majorité du personnel ainsi que des étudiantEs le 26 mars et le 18 avril, un nouveau préavis de grève pour les journées du 6 et du 7 mai — jours de l'examen d'entrée en première année — a conduit à une assemblée générale qui a voté à une immense majorité la grève et l'annulation temporaire de l'examen d'entrée. Cette grève a conduit, mardi 7 mai, à des négociations avec la direction et la présidence qui ont accepté l'intégralité des revendications portées par la CGT HEAR : arrêt de la réforme, remplacement des départs à la retraite, reconduction des CDD, discussions en CST des conditions de travail. À l'heure où des écoles publiques ferment ou sont menacées de fermeture à court ou moyen terme, où le secteur privé en profite pour ouvrir de plus en plus d'écoles sur le territoire pour satisfaire la demande sociale en matière de formation artistique (plusieurs milliers de candidatures chaque année pour très peu de places), nos luttes doivent se hisser à la hauteur des attaques qui nous sont portées. Cette grève victorieuse démontre que la détermination et les actions qui ne sont pas que symboliques sont toujours efficaces et nécessaires.

Thomas Voltzenlogel

À lire sur le site



Répression à Sciences-Po Toulouse de la solidarité avec la Palestine, par Loïc et Alex

LOGEMENT L'offensive de Kasbarian, le ministre des propriétaires

Dès 2017, Macron a considéré ce secteur comme secondaire, un secteur où il y a de l'argent qui dort et qui peut être ponctionné selon les besoins. Ses premières mesures ont été la baisse des APL, la baisse des loyers imposée aux bailleurs qui ont dû compenser le manque à gagner et réduire leurs investissements en matière d'entretien et de construction de logements neufs.

La crise du covid, puis la crise sociale qui a suivi, amplifiée par la hausse brutale des prix de l'énergie et la hausse des taux d'intérêt ont entraîné une crise sans précédent du logement. Il n'y a jamais eu aussi peu de logements construits alors que la demande n'a jamais été aussi forte.

Sauver les profits de l'immobilier

Jusqu'à présent tout le monde se moquait de la situation des mal-logés et, année après année, la Fondation Abbé-Pierre égrainait ses chiffres dans la plus grande indifférence des pouvoirs publics. Mais là d'un coup ce ne sont plus seulement les mal-logés qui subissent la crise mais tout le marché de l'immobilier. Nombre d'entreprises du bâtiment ont fait faillite en 2023, plus de 50 000, du fait de la chute des constructions alors que le logement social ne peut plus leur venir en secours. Gabriel Attal sous la pression décrète « l'urgence pour le logement en France » parce qu'il lui faut sauver les profits des capitalistes de l'immobilier et choisit Kasbarian pour cette besogne.

La nomination de Kasbarian comme ministre du Logement dans le gouvernement Attal marque une inflexion visible dans sa politique en matière de logement. Sa nouvelle offensive contre les locataires du logement social cache mal l'objectif de privilégier le capitalisme immobilier.



Ce dernier s'est fait remarquer en juillet 2023 par une première loi bien réac qu'il fait adopter contre les occupantEs sans titre, squatteurs ou ménages endettés, qui refuseraient de quitter leur logement. Il a démontré à cette occasion ses capacités à manipuler l'opinion et à défendre sans état d'âme une loi répressive qui va aggraver le sort des plus précaires. Sa nomination comme ministre du Logement en février 2024 est vécue comme une provocation par l'ensemble des associations engagées dans la lutte contre le mal-logement. Il est fini le temps des ministres pour faire illusion, issus du logement social tel Klein ou Vergriete. Il est le ministre des propriétaires et du capital immobilier.

Offensive contre le logement social

Sa deuxième loi est une offensive contre le logement social. Le premier volet de l'offensive est de faire sauter les contraintes pour libérer le marché de l'immobilier en commençant par la loi SRU en intégrant dans les quotas de logements sociaux les logements intermédiaires pour cadres et ainsi permettre aux villes, qui préfèrent payer des amendes plutôt que de construire, de s'en tirer à bon compte. La dynamique de cette mesure, c'est évidemment l'effondrement du peu de ce qui se faisait sous la contrainte. Le deuxième objectif est de redonner aux maires la maîtrise des attributions de loge-

ments dans leurs villes. Et il est même question qu'ils récupèrent le contingent préfectoral qui jusqu'à présent permettait le logement des prioritaires DALO. Quel est le maire qui dans ces conditions va s'engager à le faire à deux ans des prochaines municipales ? C'est clairement l'institutionnalisation du clientélisme. Pour compléter cette offensive, Kasbarian engage une bataille de diversion en pointant « les locataires à vie » qui resteraient dans leur logement alors qu'ils sont sortis des critères d'attribution du logement HLM. De l'avis même de l'USH (Union des bailleurs sociaux) cela concerne une infime minorité des locataires, et ce n'est pas avec leurs logements qu'on va répondre à la demande. On retrouve là la vieille méthode démagogique qui désigne des cibles à l'opinion pour faire oublier ses responsabilités. On avait vu les « faux chômeurs », les « faux malades », les « faux assistés » ! On a maintenant les « faux locataires » ! Il ne faut pas se faire d'illusions, d'autres lois viendront, toujours plus libérales, parce qu'ils ont d'autres cibles à détricoter pour restaurer leurs profits : la loi DALO est évidemment menacée, mais aussi les APL et tout le logement social qui est un frein objectif à l'expansion de la rente foncière et des profits dans l'immobilier.

JMB

ÉDUCATION NATIONALE Le 25 mai, toustes ensemble contre le choc des savoirs et pour l'école publique

Depuis qu'il a été annoncé en décembre par Gabriel Attal, le « choc des savoirs » provoque l'unanimité contre lui des enseignantEs, des parents et même des personnels de direction. Le 25 mai, la mobilisation doit rebondir.

Le « choc des savoirs » n'a en effet qu'un seul objectif : accentuer le tri des élèves en fonction de leurs origines sociales. Au-delà des groupes de niveaux, nombre de mesures se mettent en place, notamment en primaire : labellisation des manuels, changement des programmes, évaluations standardisées annuelles, traitement de la difficulté scolaire hors du temps classe... La limitation de la liberté pédagogique comme l'évaluation permanente des élèves sont des outils indispensables pour inscrire les enfants dans un parcours de sélection dès leur plus jeune âge. C'est aussi le remplacement de l'éducation par la coopération et l'entraide, le questionnement et la discussion entre pairs et entre générations par la compétitivité, le prêt-à-penser et la soumission à ce qui tombe d'en haut. Bref la « restauration de l'autorité », dernière croisade de Macron et Attal. À cela s'ajoute des mesures budgétaires qui aggravent l'existant et renforcent la dégradation de conditions de travail déjà inadmissibles.

Un contre-choc qui peine à se mettre en place

La grève très réussie du 1^{er} février marquait un point de départ intéressant entre d'un



côté la défense de l'école publique — et donc des moyens pour qu'elle vive — et de l'autre le rejet du choc des savoirs. Mais le mouvement massif nécessaire pour obtenir un autre budget et une autre politique scolaire n'a pas été à la hauteur. Au-delà des difficultés objectives avec les vacances scolaires, d'autres facteurs ont beaucoup pesé : le manque de matérialisation concrète et immédiate du « choc des savoirs » dans le premier degré et l'absence de plan d'action

de l'intersyndicale permettant de se projeter et de travailler le terrain, par exemple. Le tout dans le contexte de la défaite sur les retraites, un quotidien très dur dont les collègues peinent à s'extraire et qui brise les collectifs.

L'initiative la plus intéressante vient du 93 qui, au-delà de sa spécificité territoriale, a su allier les éléments permettant un mouvement d'ampleur : travail de terrain préalable, unité syndicale, revendications alliant sens du métier et conditions d'exercice, caisse de grève, modes d'actions et calendrier varié... autant d'éléments qui doivent inspirer.

Rebondir le 25 : une nécessité

Le 25 mai peut, s'il est abordé correctement, permettre de reconstruire, avec le soutien des parents, le collectif militant nécessaire à la riposte. Ces dernières semaines en effet les réunions publiques et initiatives se multiplient, ce qui montre une disponibilité qui, si elle est minoritaire, n'en est pas moins agissante. Il faudrait donc qu'au plus vite, au-delà de cette date isolée, et surtout en amont de cette dernière se discutent les suites qui intègrent les éléments qui ont fait leur preuve : calendrier d'actions, travail de terrain, revendications claires et unité syndicale. Il n'y aura pas de raccourci pour reconstruire ce que Blanquer et Attal ont si méthodiquement détruit. Pas plus qu'il n'y a de fatalité ! Le 93 l'a montré.

Antoine Bouyou

Culture

ART ET PRÉCARITÉ Étonnant Voyage 2024 : de Rennes à Saint-Malo à pied!

Après les succès de 2019 et 2022, l'association « Étonnant Voyage » se lance dans une nouvelle édition de la marche solidaire de Rennes à Saint-Malo du 11 au 19 mai 2024.



Marche citoyenne, artistique et solidaire

La marche de Rennes à Saint-Malo rassemble des personnes en situation de précarité qu'elles soient françaises ou étrangères, appuyées par un large réseau d'associations, d'organisations, mais aussi d'acteurs sociaux¹. À la base, des rencontres entre personnes exilées impliquées dans la lutte pour un logement et pour des papiers et des habitantEs de quartiers populaires. Le cadre de l'échange, ce sont des activités à caractère artistique, autour de l'écriture, autour de la photo, mises en place au sein d'un centre social, dans lequel interviennent plusieurs camarades, elleux aussi impliqués dans les luttes contre la précarité et pour les droits des personnes exilées.

L'objectif affiché par l'appel à la marche 2024 : « montrer la créativité et une communauté d'intérêts entre toutes les personnes qui sont traitées de manière indigne, qu'elles soient françaises ou étrangères. » Toutes et tous partagent « l'exaspération, le sentiment d'injustice sociale » et refusent d'être cloisonnés, catégorisés et, surtout, opposés les unes aux autres dans une situation de montée des idées d'extrême droite et d'un racisme d'État toujours plus violent ! Toutes et tous partagent donc la volonté de marcher ensemble pour une égale dignité !

Un projet artistique

L'origine du projet réside dans l'implication commune dans des activités artistiques partagées, autour de l'écriture, de la photo, de la volonté et de la capacité alors assumées de publier, de se rendre visible, malgré tout. De là à l'idée de se confronter à des auteurEs, à des artistes, invitées du festival littéraire mondialement connu Étonnants Voyageurs², il y a un peu plus d'un pas... mais nous allons les franchir ensemble ! Cela s'est fait lors de la première édition et va se reproduire cette année : des rencontres avec des auteurEs, un accueil officiel par le festival Étonnants Voyageurs...

Nous le disons souvent, marcher ne suffit pas ! C'est pourquoi les étapes, le soir, sont prises en charge par des collectifs militants locaux qui se sont mis en place pour l'occasion, qui regroupent des militantEs syndicalistes, politiques, culturels, des acteurEs de la vie locale. De nombreuses activités artistiques sont prévues (concerts, théâtre, lectures de textes, débats, projections de films, expos...) ainsi que de multiples événements conviviaux et de moments plus institutionnels, comme des réceptions par des éluEs. Point d'orgue, manifestation à Saint-Malo, le 18 mai à 15 heures, digue des Bas-Sablons.

CorrespondantEs NPA35

1 - <https://etonnantvoyage.org/>

2 - <https://www.etonnants-voyageurs.com/>

ESSAI Veganwashing. L'instrumentalisation politique du véganisme, de Jérôme Segal

Éditions Lux, parution le 17 mai 2024, 168 pages, 15 euros.

« Effet de mode », « truc de bobo »... souvent moqué, au-delà de ses considérations éthiques ou de ses bénéfices pour la santé, le véganisme répond à une réelle urgence écologique. Dans *Veganwashing*, Jérôme Segal analyse les raisons pour lesquelles cette lutte est si propice aux récupérations politiques et les limites de la compatibilité entre capitalisme et cause animale.

Hypocrisie

Né en Israël, le concept de *veganwashing* met en avant l'hypocrisie de la réappropriation par certains gouvernements ou entreprises du véganisme. Ainsi, l'armée israélienne — qui se targue d'être la plus « éthique au monde » et d'autoriser ses soldats de choisir des bottes véganes plutôt qu'en cuir — n'hésitera pas quelques



années plus tard à justifier le génocide en cours en qualifiant les PalestinienNES d'« animaux ». À un autre niveau, c'est la production de fausse viande, faux fromage, faux lait qui est pointée du doigt, arguant que ce nouveau marché fait le jeu de gros groupe industriels par leur rentabilité.

En oubliant que, si ces choix alimentaires peuvent être transitoires, le régime végane prône bien davantage une alimentation non industrielle.

Système animalo-industriel

Si la lutte pour les droits des animaux fait l'objet d'une récupération jusqu'à la droite la plus extrême — outre le fameux végétarisme d'Hitler, l'auteur cite le « Réseau Pythagore », organisation animaliste « apolitique » dont les codes sont résolument d'extrême droite —, c'est pourtant bien avec les valeurs de la gauche que cette cause semble la plus logiquement compatible. N'en déplaise à Fabien Roussel (PCF) déclarant : « j'en ai marre d'une gauche et des écologistes qui donnent des leçons de morale, culpabilisent quand vous prenez la voiture, quand vous mangez de la viande... », les luttes

peuvent, doivent être menées de front. Angela Davis, elle-même végane, voyait d'ailleurs dans ce choix un refus politique actif et « la moindre des choses que l'on puisse faire pour montrer notre solidarité » face aux milliards d'animaux tués, aux écosystèmes détruits et aux victimes collatérales de ce système animalo-industriel.

Que ce soit pour la cause écologique ou dans la lutte contre toute oppression, le véganisme et sa base théorique, l'antispécisme, sont des questions fondamentales dont les différents groupes se prétendant enclins à repenser un monde viable et égalitaire devraient se saisir d'urgence. Cet ouvrage de Jérôme Segal, s'il ne prétend pas nous convertir, permet à chacunE d'avancer vers une indispensable prise de conscience.

Cyrille L. A.

Librairie La Brèche

27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

la-breche.com

01 49 28 52 44 contact@la-breche.com

ESSAI Comment pense un savant? de Jean-François Bert

Éditions Anamosa (poche), 2024, 208 pages, 12 euros.

Le livre, paru en 2018, de Jean-François Bert, sociologue et historien des sciences sociales à l'université de Lausanne, vient de sortir en poche. L'occasion de se pencher sur l'expérience unique et insolite du physicien genevois, Georges-Louis Le Sage (1724-1803).

35 000 fiches

Rousseau, contemporain de Le Sage, emportait dans ses poches lors de ses promenades des cartes à jouer pour prendre des notes aisément, au plus près de son expérience de terrain. Le Sage, lui, utilise les cartes à jouer (récupérées, dit-on, à l'occasion de l'interdiction des jeux de hasard dans la ville de Genève) pour noter ce dont ses démarches de chercheur sont faites. On y

trouve des listes de noms de ses contacts, de ses références dans la société savante de Genève mais aussi dans les cercles mondains. On y trouve également les dates importantes de sa vie... Ce qui est passionnant, c'est que Le Sage s'y inclut entièrement ! Il semble considérer que tous les éléments de sa vie personnelle et mondaine procèdent de son activité de chercheur. Il consacre de nombreuses cartes à évaluer son activité, sa personnalité, et porte, au travers de ces micro fiches, un regard qu'il semble vouloir exhaustif sur les qualités qui font de lui un savant et les défauts qui le retiennent d'être pleinement productif.

Une méthode...

Cette utilisation absolument méthodique des cartes à jouer



— leur classement par liasses, poches, cases ; leur assemblage ; leur étiquetage — constitue une tentative inédite à cette échelle de constitution d'un fonds documentaire personnel destiné à étayer ses recherches. Par son extension à

tous les compartiments de sa vie, du cadre social dans lequel il se meut, il porte témoignage d'une pensée très large de la science en train de se faire. Il y inclut le contexte social de son travail de chercheur, la conviction que la recherche est déterminée par les conditions dans lesquelles elle s'exerce.

Le Sage, via son appareil documentaire, dévoile une pensée moderne qui préfigure les entreprises actuelles de classification, de systématisation, de mise en fiches, ainsi que les écueils inhérents à sa modernité bureaucratique : absorbé par la tâche, dévoré par une méthodologie envahissante, il en oublie le fond de ses recherches et ne publie quasiment rien de sa vie de chercheur...

Claude Moro

GRÈVE SUR LES ONDES Comment Radio France entreprend de «titiller» la liberté l'expression...

« En raison d'un appel à la grève de l'ensemble des organisations syndicales représentatives de Radio France déposé pour la défense de la liberté d'expression... » Telle est l'annonce qui ponctue en boucle le programme musical qui occupe l'antenne tout au long de la journée du dimanche 12 mai.

(radiophoniquement parlant, bien entendu).

Guillaume Meurice s'intéresse à la vie politique, à ce qui anime les médias, et nous explique très bien comment ça marche : la fachosphère le surveille de près, lui et la bande du Grand Dimanche soir, et surréagit à ce que ces gens considèrent comme de l'humour décadent. À partir de là, les secteurs plus traditionnels de la réaction, de la droite et de la macronie, en prise directe sur les premiers, en rajoutent une couche et se servent de leur pouvoir pour avancer vers une sorte de ménage sur les ondes...

Un peu comme si tout ce petit monde avait du mal à digérer (et entendait bien y remédier) la façon dont la bande à Charline a

rebondi, après son éviction de la quotidienne, investissant son nouveau créneau hebdomadaire pour — vraiment — « titiller les interdits » au cours de ce qui ressemble un peu, chaque dimanche soir, à un meeting joyeux ou à une assemblée générale un peu foutraque (avec une audience en hausse!).

Jamais sans Guillaume!

Suspendu jusqu'au 16 mai, il n'y aura pas eu de dimanche sans Guillaume : le 5 mai, l'émission lui a été dédiée par une équipe très remontée — toutes et tous ont affiché un soutien sans faille l'un d'entre eux allant jusqu'à démissionner en direct — conduite par une Charline Vanhoenacker très déterminée, affirmant que quand

l'extrême droite veut vous faire taire et que vous disposez d'un micro, il ne faut pas le lâcher!

Puis, le 12 mai, c'est l'ensemble des organisations syndicales qui ont appelé à la grève en défense de la liberté d'expression, élargissant le cas Meurice aux perspectives de refonte des programmes, qui devraient faire disparaître de la grille des séquences trop engagées — comme une partie de la Tête au carré — et au projet de fusion des sociétés de l'audiovisuel public au 1^{er} janvier 2026, portée par Rachida Dati.

L'Anticapitaliste reviendra sur ces mauvais coups programmés, mais dans l'immédiat, la rédaction apporte, bien entendu, tout son soutien à Guillaume Meurice!

GRÈVE CHEZ ONELA « C'est le mépris de notre employeur qui me fait tenir »

Entretien. **Bridgette** est salariée d'Onela, société d'aide à domicile appartenant au groupe multinational Colisée. Elle est en grève depuis le 1^{er} février 2024 avec d'autres salariéEs de la cellule d'astreinte sans laquelle l'entreprise ne pourrait pas fonctionner. Nous l'avons rencontrée.

Sur quoi porte la grève? Quelles sont vos revendications?

La cellule d'astreinte est chargée de prendre le relais des agences d'Onela quand elles sont fermées les soirs, week-ends et jours fériés. On pallie tous les problèmes rencontrés sur le terrain par les aides à domicile (changements de plannings, violences, besoin matériel ou vital...). Il faut trouver une solution. Nous sommes très investiEs dans ce métier. Il est arrivé que des salariéEs de la cellule d'astreinte se déplacent au domicile afin d'intervenir pour nourrir des personnes dépendantes, parce qu'on ne trouvait pas d'auxiliaire de vie. On le paie de notre poche. On est parfois décisionnaire, on doit dire à une auxiliaire si elle doit partir en cas de violence. La direction veut nous appeler « relais réseau » mais on veut garder le nom de « cellule d'astreinte », c'est notre boulot, nous ne sommes pas un centre d'appels, les collègues nous connaissent par ce nom-là. Au vu de la charge de travail, du nombre d'agences et le fait que l'on travaille pour trois sociétés distinctes appartenant au même groupe sans qu'on en ait été informéEs, on demande une augmentation à hauteur de ce qui a été versé au personnel appelé en renfort quand on était en sous-effectif, soit 20 euros brut de l'heure, la majoration des jours fériés et des dimanches, ainsi qu'une indemnisation pour le travail dissimulé. Nous demandons aussi la reconnaissance des diplômes de chacunE et la revalorisation de notre responsable adjointe qui touche 60 centimes de plus que le SMIC avec 12 ans d'ancienneté. Enfin, nous exigeons du matériel et des locaux adaptés et propres. Il y a 3 postes pour 8 personnes. Il y a des fuites, des rats, on fait notre propre ménage. Nos ordinateurs sont obsolètes. Nous avons des chaises pliables pour des journées de 10 heures de travail, un de nos collègues a dû se faire opérer. L'employeur a répondu en nous mettant en télétravail par roulement sans indemnité pour l'électricité que nous payons.

Votre banderole dit « SalariéEs pas esclaves »? Peux-tu expliquer pourquoi?

Il y a deux explications. D'abord, on a accepté trop de choses qui sortent de l'ordinaire. C'est pour nous de l'esclavage moderne. Notre employeur en a beaucoup profité. Ensuite, notre astreinte est composée de personnes racisées. On n'a pas voulu jouer là-dessus au début. Mais le fait qu'on n'ait pas de responsables



Bridgette d'Onela. DR

noirEs, et les propos de l'employeur qui nous a lu la définition du mot « esclave » lors d'une réunion et qui commence beaucoup de phrases en disant « je ne suis pas raciste », nous ont fait réagir.

Tu me disais que tu n'avais pas d'expérience de la lutte et qu'en 2024 ce n'était pas dans tes plans de participer à une grève, si longue en plus... Comment la nécessité de lutter, de s'organiser, d'utiliser ce moyen s'est-elle imposée? En quoi ça change la vie?

J'ai changé ma façon de voir les choses. Des collègues m'ont appelée pour dire « on fait grève » mais je ne savais pas ce que c'était. La direction pensait que je ne le ferai pas car je suis étudiante. Elle se disait que j'avais besoin de ce travail, et moi je ne me voyais pas rester à Onela jusqu'à la fin de mes études. Et puis j'ai vu le niveau de détermination des collègues, celui des jeunes venus nous soutenir, aujourd'hui je vois les jeunes lutter dans lycées de Seine-Saint-Denis... Ça a été le déclic.

J'ai changé ma façon de voir les choses. Des collègues m'ont appelée pour dire « on fait grève » mais je ne savais pas ce que c'était

Aujourd'hui, c'est le mépris de notre employeur qui me fait tenir. C'est vexant. Il nous dit qu'il nous a compris mais ne propose que 13 centimes d'augmentation. Je pensais qu'il nous avait vuEs, mais pour lui c'est comme si nous n'existions pas.

Onela compte 3500 salariéEs, essentiellement des aides à domicile isoléEs. Comment cherchez-vous à les contacter, à organiser la solidarité?

Iels savent qu'on est en grève, nous contactent, nous aident financièrement même avec quelques euros. Mais iels sont effrayéEs. Nous avons subi des menaces, un collègue a été licencié. C'est difficile pour nous de dire de faire grève à des personnes qui ont peur. Mais nous prenons connaissance de témoignages portant sur des menaces, du harcèlement, du racisme... Des responsables d'agence sont accusés d'embaucher des sans-papiers ou des personnes fictives. Il y a des pressions pour obtenir des faux témoignages. Ces expressions de solidarité montrent qu'on a raison de tenir. On ne s'attendait pas à ça. Ce qu'on a vécu avant, les mauvais traitements, ça nous avait soudéEs. Maintenant on se sent indestructibles même s'il y a des hauts et des bas.

Quels vont être les enjeux des élections professionnelles qui doivent se tenir bientôt?

On a vu deux syndicats inconnus dans l'entreprise se présenter lors de la négociation du protocole pré-électoral. La direction ne semblait pas surprise. Nous on a ramené la CNT en plus de la CGT, SUD, CFDT et CFTC déjà présentes. L'enjeu va être d'avoir un maximum de candidatures et de sièges pour ne pas avoir un CSE manipulé par la direction.

Le 29 avril dernier, vous êtes allés à Lille pour une action conjointe avec les grévistes d'Emmaüs, quel était son but?

C'est important parce que leurs banderoles sont similaires aux nôtres. On a découvert ce point commun. On les rencontréEs à deux reprises et iels nous ont invitéEs. On les invitera sans doute quand ce sera possible. On a fait un piquet devant l'agence Onela à Lille, on va essayer le tour des agences. On veut montrer que les luttes peuvent se croiser, il doit y avoir des convergences. On veut montrer qu'on est en grève et qu'on soutient les autres luttes. On a aussi été présentEs auprès des mineurEs isoléEs du parc de Belleville.

On a fait un piquet devant l'agence Onela à Lille, on va essayer le tour des agences. On veut montrer que les luttes peuvent se croiser, il doit y avoir des convergences

Un mouvement de soutien s'organise, en quoi est-ce important pour vous et qu'en attendez-vous?

C'est parti des personnes qu'on a rencontrées au cours de la lutte, qui sont venues à nos piquets. On attend qu'elles puissent apporter une expérience personnelle, qu'on puisse apprendre de leurs réussites et de leurs erreurs, et de toujours pouvoir garder cette force qu'on nous donne. Il y a le soutien, financier, matériel mais aussi humain. Je trouve ça fou de me dire qu'on vit de la solidarité des gens, parce que quelqu'un a mis ne serait-ce qu'un euro dans la caisse. On a aussi des dons en nature d'associations. Si on peut manger ou se loger, c'est grâce à ça. Je trouve ça fort et touchant que ça se fasse aussi dans les luttes sociales. Je veux les remercier en notre nom à toutes.

Propos recueillis par Julien Dumans

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font!

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste la revue

Le n°155 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi!

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement? Il arrive trop tard dans ta boîte? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org